Le Canada, la France et la guerre contre Daech

Canada, France, and the War Against Daesh

Laurent Borzillo and Justin Massie

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/eccs/5331>

DOI: 10.4000/eccs.5331

ISSN: 2429-4667

Publisher

Association française des études canadiennes (AFEC)

Printed version

Date of publication: 30 December 2021

Number of pages: 189-210

ISSN: 0153-1700

Electronic reference

Laurent Borzillo and Justin Massie, "Le Canada, la France et la guerre contre Daech", *Études canadiennes / Canadian Studies* [Online], 91 | 2021, Online since 30 December 2021, connection on 05 February 2022. URL: <http://journals.openedition.org/eccs/5331> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/eccs.5331>

Le Canada, la France et la guerre contre Daech

**Laurent BORZILLO, CEPEL (Université de Montpellier) / Réseau
d'analyse stratégique
Justin MASSIE, Université du Québec à Montréal**

Engagés dès le début de la coalition internationale contre Daech dirigée par les États-Unis, le Canada et la France ont toutefois varié significativement dans la nature et le cadre d'exécution de leur participation militaire. Cet article propose de comparer la participation militaire de la France et du Canada dans la guerre contre Daech en arguant que les impératifs d'alliance ont joué un rôle prépondérant dans les engagements des deux pays. D'autres variables influencèrent toutefois les décisions françaises et canadiennes. Paris justifia son engagement par la menace sécuritaire posée par l'État islamique, ce qui favorisa la non-politisation de cette opération, contrairement au Canada, où les contraintes électorales impactèrent son engagement militaire. Alors que le Canada mit fin à ses opérations de combat suite à l'élection de Justin Trudeau, la France a maintenu une contribution importante tout au long du conflit. Le Canada a donc fait évoluer sa contribution militaire pour répondre aux contraintes électorales tout en demeurant un allié fiable de l'OTAN et des États-Unis, tandis que la France a mis profit cette intervention pour renforcer ces liens avec les États-Unis, et plus précisément l'interopérabilité de ses forces armées avec celles de ses alliés.

Engaged from the outset in the US-led international coalition against Daesh, Canada and France have, however, varied significantly in the nature and execution of their military involvement. This article compares the military participation of France and Canada in the war against Daesh, arguing that alliance imperatives played a dominant role in both countries' commitments. However, other variables influenced French and Canadian decisions. Paris justified its commitment by the security threat posed by the Islamic State, which favoured the non-politicisation of this operation, unlike Canada, where electoral constraints impacted its military commitment. While Canada ended its combat operations following the election of Justin Trudeau, France maintained a significant contribution throughout the conflict. Canada therefore shifted its military contribution to respond to electoral constraints while remaining a reliable ally of NATO and the United States, while France used the intervention to strengthen its ties with the United States, and more specifically the interoperability of its armed forces with those of its allies.

Les politiques étrangères du Canada et de la France sont rarement comparées l'une à l'autre, non seulement du fait de la disparité de leurs moyens et de leurs ambitions internationales, mais également de leurs intérêts prétendument divergents. Le Canada est couramment considéré comme un ardent défenseur d'une Alliance atlantique élargie et globale, alors que la France privilégie le développement d'un pilier européen de défense (MASSIE 2011). Alors que l'OTAN poursuit son volet expéditionnaire en reprenant un mandat de renforcement des capacités militaires de l'Irak, plus ambitieux que celui mis de l'avant entre 2004 et 2007, et ce alors même que la stratégie de renforcement des capacités locales est remise en question par le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan, on ne peut que constater une nette divergence d'attitudes entre Ottawa et Paris. Si le Canada a fait le choix d'investir fortement dans la mission de l'OTAN en Irak, en prenant notamment son commandement de 2018 à 2020,

ceci est loin d'être le cas de la France. Pourtant, au plus fort des opérations contre Daech, ce fut la France qui se révéla une alliée plus fiable que le Canada.

La coalition dirigée par les États-Unis contre l'État islamique en Irak et en Syrie depuis 2014 a en effet mis en relief une solidarité sans faille de la France par rapport au retrait prématuré du Canada des opérations de combat en 2016. Si le Canada fut le premier allié des États-Unis à frapper l'EI en Syrie, il a également été le premier membre de la coalition à se retirer complètement des opérations de frappes aériennes contre Daech, alors que la France maintient encore sa contribution aérienne à ce jour, sans compter la présence continue de ses forces spéciales dans la région. Autrement dit, la France semble démontrer une plus grande fiabilité à titre d'alliée des États-Unis que le Canada, situation pour le moins paradoxale compte tenu des coûts humains et financiers énormes qu'a consentis le Canada en Afghanistan afin, justement, de rehausser sa réputation d'allié fiable auprès des États-Unis (MASSIE et ZYLA 2018). Comment expliquer ce retournement de situation ?

Cet article tente d'expliquer les variations de l'engagement militaire de la France et du Canada au sein de la Coalition internationale contre Daech. Nous arguons que les impératifs d'alliance expliquent la participation des deux pays au sein de la coalition dirigée par les États-Unis, alors que la variation de leurs contributions militaires tient à la (non-)politisation de la guerre sur la scène intérieure. Nous démontrerons dans un premier temps que la contribution militaire canadienne a changé de nature à la suite des promesses électorales du nouveau gouvernement de Justin Trudeau. Ce dernier a toutefois compensé le retrait des frappes aériennes par une augmentation de sa contribution dans la formation et l'entraînement des troupes irakiennes, pour tenter de minimiser les dommages à son statut d'allié fiable. La France, quant à elle, n'a pas été confrontée à de semblables contraintes électorales. Sa volonté de maintenir un rôle commensurable à son rang de puissance de premier plan, la menace terroriste pesant sur son territoire et son désir d'afficher une étroite solidarité avec les États-Unis l'ont ainsi amené à fournir la deuxième contribution militaire en importance de la coalition contre Daech, après seulement les États-Unis eux-mêmes. Bien que les attentats qu'a connus la France n'aient pas influé directement sur sa contribution, ils ont mis en exergue la réalité de la menace terroriste, solidifiant de ce fait le consensus politique contre Daech et réduisant à quia toute opposition d'ordre politique à l'engagement français. Le Canada a donc entaché sa réputation d'allié fiable pour répondre à des contraintes électorales, tandis que la France a poursuivi son rapprochement militaire auprès des États-Unis, amenant certains à la qualifier de meilleure alliée des États-Unis (SHURKIN et WILSON 2015).

LE CANADA, LA FRANCE ET LA GUERRE CONTRE DAECH

L'article présente tour à tour les engagements militaires du Canada et de la France dans la guerre contre Daech, puis conclut avec quelques considérations pour l'avenir des relations d'alliance des États-Unis.

Le Canada, un allié ambivalent

L'initiation des opérations contre Daech

Dès l'annonce du président Barack Obama, le 7 août 2014, de mener des frappes aériennes ciblées pour stopper l'expansion rapide de l'État islamique en Irak, le gouvernement conservateur de Stephen Harper exprime son soutien à tous les efforts militaires des États-Unis. Il déploie d'abord deux avions de transport pour aider à transporter des fournitures militaires de l'Europe vers les forces kurdes en Irak, puis engage des troupes au sol aux côtés des forces américaines. Bien que relativement petit, le contingent militaire canadien était formé d'environ 70 forces d'opérations spéciales (FOS) opérant près des lignes de front. La mission des FOS canadiennes consistait à accompagner les troupes kurdes irakiennes, notamment en dirigeant des frappes aériennes contre des cibles au sol, en tirant des missiles antichars sur l'EI, en participant à des échanges de tirs et en utilisant des tireurs d'élite pour repousser les attaques ennemies sur les lignes de front (FISHER 2015).

La décision de déployer rapidement des FOS dans une mission « d'instruction, de conseils et d'aide » aux forces de sécurité irakiennes dirigée par les États-Unis est prise essentiellement en fonction de considérations d'alliance. Bien que le Premier ministre Harper déclare que l'EI représente une grande menace pour la sécurité du Canada et de ses alliés, il insiste sur le fait que son gouvernement agit à la demande des États-Unis. Dans une déclaration d'une rare candeur, le Premier ministre affirme :

The position the government of Canada has generally taken in those kinds of situations is where there is a common threat to ourselves and our allies, and where particularly our major allies – the United States and also the United Kingdom, France – are willing to act, the general position of the government of Canada is that we're also willing to act and prepared to play our full part (CLARK et CHASE 2014).

En revanche, des considérations de politique intérieure peuvent expliquer pourquoi le gouvernement Harper a limité le rôle des FOS à celui d'accompagner les forces kurdes plutôt que de mener des opérations offensives. En effet, les deux principaux partis d'opposition, le Parti libéral (PLC) et le Nouveau Parti démocratique (NPD), s'opposent à la participation du Canada à des opérations de combat contre Daech (PELLETIER et MASSIE 2019). Alors

qu'une élection fédérale se profile à l'automne 2015, le gouvernement Harper cherche à éviter que des militaires canadiens soient « capturés, puis paradés en combinaison orange avant de se faire couper la tête » (MANSBRIDGE 2015).

Un même souci de soutenir les efforts militaires américains tout en limitant les risques pour le Canada amène le gouvernement Harper à annoncer le 3 octobre 2014 la participation de six chasseurs CF-18 aux opérations de frappes aériennes contre Daech, de même que quatre avions de transport, de ravitaillement et de surveillance. Lors de son allocution à la Chambre des communes visant à débattre de sa décision de participer aux opérations de combat, le Premier ministre déclare tout d'abord que la « menace que présente l'État islamique est bien réelle. Elle est grave et elle est explicitement dirigée en partie contre notre pays. » Il ajoute toutefois que ce sont principalement des impératifs d'alliance qui motivent sa décision. « Lorsque nos alliés décèlent une menace qui nous vise aussi et y réagissent, nous Canadiens, ne restons pas en retrait. Nous faisons notre part d'efforts » (HARPER 2014, 8228). Il va même jusqu'à admettre que le Canada pourrait laisser à d'autres le soin de mener le combat sans pour autant nuire à sa sécurité. Il insiste toutefois que cela serait contraire à l'identité canadienne et nuirait à son influence internationale :

Les Canadiens n'ont jamais eu pour habitude de choisir la voie la plus facile ou celle qui leur vaudra des éloges et de laisser les tâches difficiles aux autres. Nous ne devrions pas nous faire d'illusion. Si le Canada veut continuer d'avoir voix au chapitre sur la scène internationale — et il le faut puisqu'un grand nombre de nos enjeux sont mondiaux —, il doit savoir que faire cavalier seul lui vaudra de ne pas être pris au sérieux (HARPER 2014, 8227).

Le gouvernement conservateur émet toutefois plusieurs restrictions visant à prévenir les critiques des partis d'opposition. L'engagement militaire du Canada n'engagera pas d'opérations de combat au sol, évitera un embourbement à long terme dans la région, et ne visera que le territoire irakien, faute d'appui du régime de Bachar al-Assad pour frapper l'EI en Syrie. Malgré tout, à une seule exception près, les députés libéraux se joignent à leurs collègues du NPD en votant contre la mission de combat du Canada contre Daech.

La crainte d'une action illégale en Syrie est rapidement écartée. Lors du renouvellement de la mission de combat cinq mois plus tard, le gouvernement Harper annonce l'élargissement de la portée de la mission de frappes aériennes à l'est de la Syrie, faisant du Canada le premier allié des États-Unis à frapper l'EI en Syrie. Si cet élargissement se justifie par le fait que le territoire syrien sert de base d'opération de l'EI, la contribution militaire canadienne n'apporte que peu à

l'effort de guerre américain. Les CF-18 n'effectueront que cinq frappes en Syrie entre avril 2015 et février 2016, soit une fraction négligeable des milliers de frappes américaines. L'objectif de l'élargissement des opérations de combat à la Syrie tient moins à la valeur militaire que politique de la contribution canadienne (MASSIE et MUNIER 2022). C'est que le Canada répond à une demande expresse de la part des États-Unis, qui cherchent à accroître la légitimité de la coalition multilatérale en Syrie, mais ne dispose pas de suffisamment de chasseurs pour accroître sa contribution aérienne et ainsi peser davantage sur le plan opérationnel. Le gouvernement écarte aussi l'option d'accroître le contingent de troupes au sol et choisit plutôt l'option la moins coûteuse et la moins risquée : élargir la mission de bombardement à la Syrie sans augmenter la quantité de personnel et d'équipement déployée (BREWSTER 2015).

Transformation de l'engagement canadien

Le Premier ministre Harper fait de la guerre contre l'EI l'un des enjeux de la campagne électorale d'octobre 2015. Et avec raison. Alors que tant le NPD que le PLC s'opposent à la campagne de bombardements canadiens, une large majorité (61%) des électeurs estime que le Canada devrait continuer sa mission de combat contre Daech, incluant les partisans conservateurs (87%), une majorité de libéraux (52%) et une pluralité de néo-démocrates (46%) (PELLETIER et MASSIE 2019, 37). Mais cette réactivité du gouvernement conservateur aux préférences des électeurs est insuffisante pour s'accrocher au pouvoir (CLARKE *et al.* 2017). Les Libéraux de Justin Trudeau sont élus à la tête d'un gouvernement majoritaire et voient à mettre en œuvre la promesse électorale de mettre fin aux opérations de combat du Canada en Irak et en Syrie.

Le nouveau premier ministre tient parole malgré une pression accrue de la part des alliés du Canada pour le maintien des frappes aériennes canadiennes. À la suite des attentats terroristes de Paris en novembre 2015, la France et les États-Unis intensifient leurs campagnes de bombardements et demandent à leurs alliés d'augmenter leur contribution à la coalition contre l'EI. Le président français invoque l'article 42.7 du traité de Lisbonne pour solliciter l'assistance des membres de l'Union européenne, alors que le secrétaire américain à la Défense réclame l'accroissement des contributions des membres de la coalition à l'effort de guerre, incluant des avions de combat, de reconnaissance et des FOS. L'Irak, quant à elle, demande au Canada de revoir sa décision de mettre fin à sa campagne de bombardements (BREWSTER 2017). Le ministre de la Défense Harjit Sajjan reconnaît que les alliés souhaitent le maintien des CF-18 canadiens, mais affirme du même souffle ne ressentir « aucune pression » d'augmenter la contribution militaire du pays (HALL 2016). Pourtant, la nouvelle mouture de la mission canadienne annoncée par le Premier ministre Trudeau en février 2016 a

de quoi surprendre. Certes, Ottawa met fin aux frappes aériennes, mais le contingent de soldats canadiens triple, pour un maximum de 830 troupes, incluant 200 FOS. Plus encore, la nouvelle mission comporte des risques accrus pour les troupes canadiennes, puisque davantage de FOS seront déployées sur les lignes de front afin de soutenir les soldats kurdes dans leur offensive contre l'ÉI (BREWSTER 2016). La nouvelle mission canadienne tente ainsi de répondre à une double contrainte : intérieure, d'une part, en respectant un engagement électoral, et extérieure, d'autre part, en répondant à l'appel des alliés pour une contribution militaire accrue. Dans les mots du Premier ministre : « J'ai rassuré mes alliés et les Canadiens que si, nous en ferons davantage » (cité dans CURRY & CHASE 2015).

L'arrivée au pouvoir du président Donald Trump n'est certainement pas étrangère à l'augmentation considérable du contingent canadien en Irak. Fidèle à sa conception transactionnelle des alliances, le président Trump critique de manière acerbe le Canada pour son sous-investissement en défense et sa trop faible contribution à la lutte contre le terrorisme. Il souhaite que l'OTAN en fasse davantage pour contrer l'ÉI et soutient que sa stratégie consiste à « bomb the shit out of ISIS ». Plus encore, Trump est sur le point d'annoncer publiquement sa volonté que les États-Unis quittent l'OTAN lors du sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles en juillet 2018 (SCHUETTE 2021). C'est dans ce contexte que le Premier ministre Trudeau annonce que le Canada assumera le commandement de la nouvelle mission de formation et de renforcement des capacités de l'OTAN à Bagdad, approuvée l'année précédente (SMITH 2017). Jusqu'à 250 militaires canadiens serviront dans le cadre de ce commandement, notamment des conseillers, des formateurs, du personnel de quartier général et du personnel de protection des forces. À ceci s'ajoute le déploiement continu de trois hélicoptères Griffon, de deux avions de transport aérien tactique, de 20 ingénieurs spécialisés dans les engins explosifs, d'équipes d'aide à la formation en Jordanie et au Liban et de 200 membres des FOS. Cette importante contribution militaire permet au gouvernement Trudeau d'affirmer que le Canada fait sa juste part au sein de l'OTAN et dans la lutte contre le terrorisme, espérant par le fait même amoindrir les attaques du président américain à l'égard de la fiabilité de son voisin du nord (CLARK 2020).

Le Canada maintient le commandement de la mission de formation de l'OTAN jusqu'en novembre 2020, au terme duquel il demeure néanmoins engagé dans la lutte contre Daech, quoique de façon plus réduite, au moins jusqu'en mars 2022. Seuls environ 500 militaires canadiens sont déployés en Irak, alors que le gouvernement en a autorisé jusqu'à 850. Lors d'une très rare mise à jour sur l'opération canadienne contre Daech, le commandant des FOS annonce en avril 2021 que les troupes canadiennes ont participé à une offensive militaire contre

l'ÉI (BERTHIAUME 2021). Il s'agit selon lui d'une exception à la règle, compte tenu du fait que le rôle des Canadiens dans la région consiste habituellement à un soutien loin des zones de combat. Cela attire très peu l'attention des médias et du public, permettant au gouvernement de poursuivre la mission contre Daech sans contrainte intérieure.

En somme, l'engagement canadien contre l'ÉI témoigne d'une volonté partagée de la part des gouvernements Harper et Trudeau de maintenir la réputation d'allié fiable du Canada, tout en répondant à des impératifs de politique intérieure. La politisation de la guerre lors de l'élection fédérale de 2015, en particulier, a contribué à conditionner l'engagement militaire canadien à des impératifs électoraux. En l'absence d'une telle politisation, il est probable que l'engagement militaire canadien se poursuive, sous le radar public, dans une volonté de préserver la solidarité d'alliance.

La France, une alliée fiable

Concernant un pays considéré il y a encore peu comme un allié réticent au sein de l'OTAN, un tel titre peut paraître assez surprenant. Il s'explique cependant compte tenu, d'une part, du caractère tangible de la menace terroriste et djihadiste pour Paris – y compris sur son territoire – et d'autre part, de considérations liées à la défense de son rôle de grande puissance, à l'échelon régional, mais aussi international (en lien avec son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies). Si dès le début des opérations contre Daech, la France s'est rapidement distinguée par l'ampleur de sa contribution – celle-ci faisant d'elle le deuxième contributeur de la coalition après les États-Unis – elle fut et demeure également le pays le plus touché par les menaces d'attentats et les attaques terroristes depuis 2014, dénombrant ainsi plus de 260 victimes et près de 1 000 blessés en sept ans (REYNIÉ 2019).

L'initiation des opérations contre Daech

Face à l'offensive de Daech à l'été 2014, Paris apporta rapidement son aide aux autorités irakiennes. Dès août 2014, des livraisons d'armes et de fournitures humanitaires eurent lieu, à destination des autorités centrales et kurdo-irakiennes (MERCHET 2014a). Rapidement et au cours de l'automne de la même année, des effectifs militaires furent déployés avec pour mission de former leurs homologues irakiens (Ministère des Armées 2021a). Des forces spéciales furent également déployées en Irak (*cf.* Task Force Hydra), contribuant aux côtés des Américains, des Britanniques et des Canadiens à des missions de renseignement

et à de l'aide au ciblage sur la ligne de front¹. Paris mit en outre à contribution ses forces aériennes et navales dans la lutte contre Daech. Dès septembre 2014, des Rafales menèrent des frappes aériennes depuis la base aérienne française des Émirats arabes unis. Par la suite, ces frappes eurent lieu également à partir de la Jordanie, une base aérienne projetable y étant mise sur pied en novembre 2014. Parallèlement en octobre 2014, une frégate française intégrait le dispositif de la Task Force 50, composante navale de la coalition contre Daech. À peine six mois plus tard, ce fut d'ailleurs l'ensemble du groupement aéronaval (GAN) français qui entra en action, plusieurs des bombardements étant menés alors depuis le porte-avion.

Pourtant, aussi remarquable que soit l'ampleur de la contribution française, celle-ci n'eut qu'un impact opérationnel des plus faibles : la part française dans les bombardements effectués ne représentant au mieux que 5 % de l'ensemble (MERCHET 2014b ; PLUMMER 2016). Pour reprendre les propos d'un ancien haut gradé français, l'opération *Inherent Resolve* fut avant tout une opération essentiellement américaine². Quelles raisons poussèrent alors l'appareil politico-militaire français à s'engager, qui plus est à ce point, et par ailleurs sous le même gouvernement à l'origine du retrait français d'Afghanistan en novembre 2012 ?

Trois raisons sont à l'origine de cet important engagement français contre Daech au Machrek : la première est liée à la menace sécuritaire et terroriste considérée comme forte ; la deuxième a trait à la volonté d'assurer le « rôle » de la France, que cela soit à l'international ou dans la région ; la troisième peut se résumer par le désir d'être aux côtés des États-Unis dans le cadre des opérations militaires menées dans la région. La menace terroriste en particulier à l'égard du territoire national fut dès le début mis en avant (*L'Obs* 2014c ; *Le Point* 2014) par les membres de l'appareil décisionnel français, qu'ils soient politiques, diplomates ou militaires³. Lors du vote de l'Assemblée nationale le 24 septembre 2014 relatif à l'engagement militaire français, le Premier ministre socialiste Manuel Valls déclarait ainsi que « notre sécurité nationale est en jeu, comme elle ne l'a jamais été au cours de ces dernières années » (*Le Figaro* 2014b). Cette crainte d'attentats, présente dès l'été 2014, s'explique en outre compte tenu du contingent élevé de djihadistes d'origine française présent en Syrie et en Irak dès

¹ Entretien avec un officier général français le 18 juin 2021.

² *Ibid.*

³ Entretien avec un officier général français le 18 juin 2021 ; entretien avec un officier général français le 19 juin 2021 ; entretien avec un diplomate français le 24 juin 2021 ; entretien avec un diplomate français le 6 juillet 2021 ; entretien avec un officier général français le 7 juillet 2021.

2014 (DAGUZAN 2017 ; HECKER 2015). Toutefois, eu égard à l'efficacité opérationnelle plus que limitée de l'engagement français contre l'État islamique, l'ampleur – en termes d'effectifs et de moyens déployés – de ce dernier résulte avant tout des impératifs d'alliance et de rôles entretenus par Paris sur la scène internationale.

Il y eut en effet la volonté pour les décideurs français d'assurer et de maintenir le « rôle de la France », ce que Manon-Nour Tannous (2017) résume assez bien dans son article par l'expression « tenir son rang ». À travers cette expression, trois préoccupations semblent avoir dicté les comportements et décisions des officiels français. La première a trait au rôle de la France en tant que grande puissance, membre permanent avec droit de veto du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans les mots du Premier ministre français Manuel Valls : « Un péril mortel s'étend au Moyen-Orient. La stabilité de la région et, au-delà, la sécurité du monde est menacée par le groupe terroriste. [...] La France assume ses responsabilités, parce qu'elle est membre permanent du Conseil de sécurité » (*Le Figaro* 2014b).

Les officiels français souhaitaient de plus maintenir le rang de la France dans la région, plus particulièrement dans le cadre de la crise syrienne (TANNOUS 2017). Pour rappel, depuis le début de la guerre civile en 2011, la France s'est très tôt positionnée contre le régime de Bachar al-Assad, en apportant un soutien fort aux rebelles (JAUVERT 2014 ; LEVALLOIS 2016 ; *L'Obs* 2014c). Participer à la coalition internationale contre Daech fut utilisée comme un moyen de maintenir la cohérence de la politique française sur le dossier syrien (JAUVERT 2014 ; TANNOUS 2017), tout en assurant la place de la France à la table de négociation⁴ relative à ce dossier (LEVALLOIS 2016 ; TANNOUS 2017 ; 2018).

Troisièmement, aux dires d'un de nos interlocuteurs⁵, il convient de rappeler que depuis le mandat de Nicolas Sarkozy, la France avait développé de forts liens avec les pétromonarchies du Golfe, la création de la base militaire française aux Émirats arabes unis en étant une illustration des plus concrètes. Les événements en Syrie et en Irak étant au cœur des préoccupations des « nouveaux proches alliés » de la France, ne pas intervenir aurait donné une mauvaise image de la France auprès de ceux-ci, et ce alors qu'au même moment d'importants contrats d'armements étaient en négociations (JAUVERT 2014).

⁴ Entretien avec un diplomate français le 6 juillet 2021 ; entretien avec un diplomate français le 24 juin 2021.

⁵ Entretien avec un officier général français le 7 juillet 2021.

Il y eut enfin chez les officiels français une troisième raison justifiant l'engagement militaire conséquent dans la coalition internationale – bien que celle-ci se soit déclinée selon diverses nuances – à savoir l'objectif d'être aux côtés des États-Unis contre Daech. Le besoin français d'une véritable implication américaine dans la crise syrienne – Paris n'ayant pas suffisamment de puissance à lui seul pour influencer le cours des événements – dictait de prendre part à la coalition internationale de manière notable, afin d'espérer pouvoir orienter les actions américaines relatives à la crise syrienne⁶. Il y avait également une volonté de soigner les relations franco-américaines, eu égard à l'aide conséquente que les États-Unis fournissent à la France dans le cadre de ses opérations au Sahel depuis 2013⁷ (PANNIER et SCHMITT 2019, 907). Enfin, plusieurs membres des forces armées auraient été en faveur d'une participation française à l'opération *Inherent Resolve*, et ce afin de renforcer l'interopérabilité entre les armées françaises et les militaires des pays alliés et plus particulièrement avec les États-Unis⁸. Aux dires d'un de nos interlocuteurs⁹, depuis 2012 environ, la France prenait ainsi part à des exercices de planification avec le *Centcom*¹⁰ de concert avec les Britanniques et les Canadiens portant en partie sur la région du Machrek¹¹. La marine nationale française illustre d'ailleurs ce développement des échanges et de l'interopérabilité en particulier avec les États-Unis, celle-ci menant la mission « Bois Belleau » avec la marine américaine dans le Golfe persique quelques mois à peine avant le déclenchement des opérations de la coalition internationale contre Daech (VANDIER 2020).

Bien que proche de Washington, et souhaitant renforcer ses liens avec les Américains, l'exécutif français se distingua toutefois d'autres alliés occidentaux – tel le Canada – par sa mise à distance de l'Alliance atlantique dans le cadre de sa lutte contre Daech, ou *a minima* par ses vellétés d'englober celle-ci dans un ensemble international plus large. Dès août et septembre 2014, le gouvernement français essaya en effet d'élargir la coalition aux pays arabes, mais

⁶ Entretien avec un diplomate français le 6 juillet 2021 ; entretien avec un diplomate français le 24 juin 2021.

⁷ Entretien avec un officier général français le 7 juillet 2021.

⁸ Entretien avec un officier général français le 18 juin 2021 ; entretien avec un officier général français le 7 juillet 2021.

⁹ Entretien avec un officier général français le 19 juin 2021

¹⁰ Commandement central des États-Unis. Cette structure américaine est responsable des opérations militaires des États-Unis au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud.

¹¹ Les sous-chefs opérations des états-majors se retrouvaient apparemment deux fois par an. Parallèlement leurs services échangeaient régulièrement entre eux durant l'année.

également à la Chine et à la Russie¹² (LASSERRE 2014). Il y eut en outre une nette volonté de limiter toute implication de l'OTAN, tant en 2014 qu'au cours des années suivantes. Pour reprendre les propos d'un de nos interlocuteurs¹³ : « l'OTAN, ce n'est pas le levant ».

La contribution française se signala également par son refus, du moins jusqu'à l'automne 2015, de prendre part à des actions contre Daech en Syrie. Compte tenu du soutien français initial à l'égard de la rébellion (TANNOUR 2017 ; 2018), soutien initié sous la présidence de Nicolas Sarkozy et poursuivi par la présidence de François Hollande, la France refusait toute action favorisant les intérêts du régime de Bachar al-Assad. Plusieurs politiques critiquèrent ou justifèrent ce positionnement, divisant de fait les partis de gouvernement – socialistes, centristes et conservateurs – non pas entre eux, mais au sein même de ceux-ci (DE BONI 2015 ; GIRARD 2015 ; MERCHET 2015). L'intensification de la menace sécuritaire posée par Daech – médiatisée par les premiers attentats commis en France durant le premier semestre de 2015 – mit fin toutefois à ce trait particulier de l'intervention française à l'automne 2015¹⁴, les forces spéciales et les chasseurs-bombardiers français intervenant alors également en Syrie (*L'Obs* 2015).

Évolution de l'engagement français

Conséquence dès l'été 2014, la contribution française à la lutte contre Daech fut loin de décroître au cours des années suivantes, durant le mandat de François Hollande ou même celui de son ancien ministre, devenu président en 2017, Emmanuel Macron. Rapidement, les militaires en charge de former leurs homologues irakiens furent regroupés au sein des Task Forces Narvik et Monsabert. Composées de près de 200 soldats, celles-ci furent particulièrement actives jusqu'en 2019, leurs effectifs commençant alors à être réduits, avant d'être intégralement rapatriés lors de la crise sanitaire au printemps 2020 (MINISTÈRE DES ARMÉES 2021a). De 2016 à 2019, une unité d'artillerie regroupant environ 150 troupes et trois canons d'artillerie dits Caesar fut également déployée (*cf.* Task Force Wagram). Elle prit part aux affrontements en lien avec la reprise de Mossoul, mais également aux derniers combats à la frontière syro-irakienne contre les derniers bastions de Daech situé dans l'Est syrien (MINISTÈRE DES

¹² Entretien avec un officier général français le 18 juin 2021 ; entretien avec un diplomate français le 24 juin 2021 ; entretien avec un diplomate français le 6 juillet 2021.

¹³ Entretien avec un diplomate français le 6 juillet 2021.

¹⁴ Au regard de l'impact opérationnel global de l'engagement militaire français (*cf.* pourcentage de frappes aériennes) au sein de la coalition internationale, ce changement n'eut cependant aucun impact concrètement contre Daech sur un plan tactique.

ARMÉES 2021a). Enfin depuis la première intégration d'une frégate française à la Task Force 50 en 2014, celle-ci comprend régulièrement depuis au moins un bâtiment français, quand ce n'est pas le porte-avion Charles de Gaulle, voire l'ensemble du groupement aéronaval français. En effet, il est à noter que depuis le premier déploiement du GAN, ce dernier ou du moins une partie comprenant à chaque fois le porte-avion a été déployé plus de six fois dans le cadre des opérations contre l'État islamique. En moyenne ces déploiements durent huit semaines. Par deux fois, le GAN prit ainsi la tête de la Task Force 50, des navires alliés complétant au besoin le groupement (MINISTÈRE DES ARMÉES 2021a ; *Le Figaro* 2021).

Paris maintint également et encore aujourd'hui ses contributions aériennes et terrestres relatives à ses forces spéciales¹⁵. En moyenne environ une dizaine d'avions de combat sont ainsi engagés depuis 2014, leur nombre n'ayant fluctué qu'à la marge (MINISTÈRE DES ARMÉES 2021a), sans compter quelques appareils de surveillance (Awacs, Atlantique 2). Pour ce qui est des forces spéciales françaises, à partir de 2015, elles furent engagées également en Syrie, particulièrement auprès des forces kurdes syriennes. Dans l'obligation de limiter leur présence – voire de se replier plus à l'Est – suite aux diverses opérations turques lancées dans le Nord de la Syrie, à ce jour, elles sont toujours actives dans la région, bien que concentrées désormais au Kurdistan irakien¹⁶.

Malgré le changement de législature et d'exécutif en 2017, il est à noter que les raisons et causes à l'origine de l'engagement français et de son ampleur ne varièrent pas et ne furent guère impactées par les attentats commis en France. Même après les attaques de Paris de novembre 2015 ou celle de Nice de juillet 2016, à chaque fois les décisions ayant mené peu de temps après à un renforcement de l'engagement français avaient déjà été prises quelques semaines, voire quelques mois plus tôt. À l'exception donc de quelques bombardements supplémentaires dans les jours ayant suivi ces attentats, les actions militaires françaises ne furent jamais dictées par ceux-ci. Ces attaques terroristes ont toutefois favorisé la saillance de l'enjeu de la menace djihadiste au fil des années et l'adhésion de l'opinion publique à l'opération *Inherent Resolve*, et plus particulièrement à son volet français (cf. opération Chammal), (*Le Figaro* 2015). Ceux-ci ont également eu pour conséquence le maintien d'un fort consensus au sein des partis politiques et des gouvernements successifs depuis 2014 (BARLUET 2015 ; *Le Point* 2014 ; *L'Obs* 2014b ; MERCHET 2014a). Les seules polémiques portèrent sur l'élargissement du théâtre d'opérations français à la

¹⁵ Entretien avec un diplomate français le 3 septembre 2021.

¹⁶ *Ibid.*

Syrie et par extension sur l'attitude à adopter vis-à-vis du régime syrien, tant dans la lutte contre Daech que dans le cadre de la guerre civile syrienne¹⁷.

Parallèlement, la forte contribution française favorisa le développement de mécanisme de coordination avec ses alliés, mais fut confrontée également à certains obstacles. Elle contribua au renforcement des liens avec les États-Unis, en particulier sous l'administration Trump, et permit dans une certaine mesure au gouvernement français d'influer sur certaines décisions américaines, ainsi que de la coalition. L'opération Chammal permit ainsi le développement d'un niveau conséquent d'interopérabilité avec les États-Unis jamais atteint jusqu'ici¹⁸, y compris entre les marines¹⁹ (VANDIER 2020). Il y eut cependant régulièrement des accrocs sur le renseignement et lors des phases d'intensification des frappes aériennes françaises menées après chaque attentat. En ce qui concerne les premiers, aux dires d'un de nos interlocuteurs²⁰, ces accrocs révèlent la culture encore relativement faible d'une partie du personnel politico-militaire français quant au fonctionnement d'une coalition internationale, en particulier lorsque l'on est un partenaire mineur sur le plan opérationnel.

En ce qui concerne les moyens militaires engagés au fur et mesure, il semble que ceux-ci résultent à la fois d'initiatives françaises²¹ et de demandes formulées principalement par les États-Unis. Il n'y eut pas toutefois de requêtes rejetées, conséquence d'échanges en amont réguliers sur les besoins des uns et les possibilités des autres²². Pour reprendre les propos d'un officier général : « les Américains fournissent une liste de course, mais c'est une liste réfléchie de leur part et tenant compte des moyens de leurs partenaires et alliés »²³. Dans le cadre des exigences de Donald Trump relatives à la nécessité que les alliés prennent aussi leur part du fardeau, la France et le gouvernement de Macron se signalèrent

¹⁷ Peu à peu les discours officiels français sous la présidence de François Hollande abandonnèrent l'exigence de changement de régime, et même celle de départ de Bachar al-Assad. Bien que lors de ses premières semaines à l'Élysée, Emmanuel Macron mentionna sa volonté de faire un *aggiornamento* de la politique syrienne de la France – c'est-à-dire l'acceptation de la résistance du régime syrien et le caractère chimérique d'un départ de Bachar al-Assad – ce dernier avait déjà eu lieu dès la fin de la présidence de François Hollande (TANNOUR 2018, 191).

¹⁸ Entretien avec un officier général français le 19 juin 2021 ; entretien avec un diplomate français le 6 juillet 2021 ; entretien avec un diplomate français le 3 septembre 2021.

¹⁹ Entretien avec un officier général français le 19 juin 2021.

²⁰ *Ibid*

²¹ En particulier en ce qui concerne les moyens maritimes engagés.

²² Entretien avec un officier général français le 19 juin 2021 ; entretien avec un diplomate français le 3 septembre 2021.

²³ Entretien avec un officier général français le 19 juin 2021.

ainsi par un fort taux d'engagement, y compris en augmentant l'effectif de la Task Force Hydra en Syrie en 2018 (Lagneau 2018) ou en mettant à disposition la Task Force Wagram pour les ultimes opérations visant à détruire les dernières poches de résistances de Daech à la frontière syro-irakienne (MINISTÈRE DES ARMÉES 2021a).

Plus importante opération française de ces dernières années, après l'opération Barkhane au Sahel, l'engagement français dans la coalition internationale contre Daech s'explique au final par les menaces sur la sécurité nationale liées au terrorisme ; la volonté des acteurs impliqués de maintenir le rôle et le rang de la France sur la scène régionale et internationale ; et le souhait de ces mêmes acteurs d'être aux côtés des États-Unis dans le cadre de cette intervention. Toutefois l'ampleur et la poursuite de cet engagement ne s'expliquent véritablement qu'à travers les alliances de Paris et les enjeux de rôles que celles-ci lui imposent. Le maintien d'un fort consensus politique favorable à une intervention conséquente contre l'État islamique est enfin à souligner, celui-ci ayant été alimenté par les nombreux attentats commis en France. Cette contribution française à l'opération *Inherent Resolve* met en lumière, en outre, le fort rapprochement en termes d'interopérabilité poursuivi actuellement par la France, essentiellement avec les États-Unis, mais également avec le Royaume-Uni (PANNIER et SCHMITT 2019, 899-908) et le Canada, à travers entre autres les régulières planifications ayant lieu avec le *Centcom*²⁴ (MERCHET 2014a). Toutefois, au rebours de certains de ses alliés tels le Canada, le Royaume-Uni ou encore l'Allemagne, ce rapprochement opérationnel ne se fait que dans des cadres bilatéraux ou minilatéraux et n'implique en aucun cas l'OTAN, ou seulement de manière limitée²⁵ (PANNIER et SCHMITT 2019, 911).

Conclusion

Bien que différents par l'ampleur de leurs moyens respectifs et de leurs revendications traditionnelles sur la scène internationale, les engagements français et canadiens dans la coalition internationale contre Daech se rejoignent par leur importance. Ceux-ci restent toutefois relatifs en termes opérationnels, en particulier en ce qui a trait aux frappes aériennes. Il ressort de notre comparaison que dans les deux cas, les impératifs d'alliance ont été fortement, voire

²⁴ Entretien avec un officier général français le 19 juin 2021 ; entretien avec un diplomate français le 3 septembre 2021.

²⁵ À cet égard le volet de formation de l'opération français, du temps où il était encore actif, resta en dehors de l'opération de formation lancée par l'OTAN à partir de 2018 (ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD 2021). Actuellement cette mission de l'OTAN ne comprend d'ailleurs que trois Français (MINISTÈRE DES ARMÉES 2021b).

exclusivement – pour le Canada – à l’origine de leur engagement. Ces impératifs d’alliance sont toutefois variables selon les pays. Certes, l’entretien de relations de confiance avec les États-Unis fut recherché tant par Ottawa que par Paris. Toutefois, alors qu’Ottawa en a profité pour mettre en exergue également sa fiabilité en tant que membre de l’Alliance atlantique, Paris a surtout mis l’accent sur ses nouveaux partenariats stratégiques avec des pays arabes du Golfe persique, et des États-Unis plus spécifiquement²⁶.

Outre la menace d’ordre terroriste pesant sur le territoire français, la défense de la réputation de la France en tant que grande puissance, tant à l’échelon régional (en lien avec la guerre civile en Syrie) qu’international fut également un facteur déterminant de la contribution française. La première eut probablement pour conséquence – en particulier suite aux attentats frappant la France – d’empêcher la politisation des opérations militaires, ce qui fut le cas de l’engagement français en Afghanistan lors de la campagne présidentielle de 2012, ainsi que pour l’engagement canadien au cours de ces dernières années. L’évolution de la contribution canadienne vers essentiellement des contributions dans le cadre du volet formation de l’opération *Inherent Resolve* semble cependant avoir en partie atténué la politisation de celui-ci, ce sujet n’ayant pas été un enjeu majeur de l’élection anticipée de 2021 (MASSIE *et al.* 2021).

Bien que les deux pays cherchent pour diverses raisons à être des alliés fiables, il convient de noter la prise de distance menée jusqu’ici par la France vis-à-vis de l’OTAN, *a contrario* du Canada. Il est possible toutefois que cette position évolue dans l’avenir, aux dires d’un de nos interlocuteurs²⁷ : le désastre afghan, le retrait continu et progressif des Américains du Moyen-Orient, ou encore l’implication récente de l’OTAN dans le cadre des opérations menées contre les groupes djihadistes au Sahel (LAGNEAU 2021) n’excluent pas une éventuelle évolution française dans les prochaines années. Contrairement à ce que l’on pourrait croire – étant donné le recours de l’article 42.7 du traité de Lisbonne de l’Union européenne par Paris à la suite des attentats de novembre 2015 – dans le cadre de ses missions au Moyen-Orient contre l’État islamique, la France n’a jusqu’ici guère promu une participation plus active de l’UE, ou même de l’Initiative européenne d’intervention (du moins au Machrek). On peut constater ici un développement par la France de ses liens avec un certain nombre de pays anglo-saxons : outre les États-Unis, ceci concerne également le Royaume-Uni, mais aussi le Canada. La participation avec les trois premiers aux planifications menées au *Centcom* entretient ce rapprochement. S’il est

²⁶ Entretien avec un diplomate français le 3 septembre 2021.

²⁷ *Ibid.*

chimérique – voire absurde – de voir en Paris le futur membre d'un *Six-Eyes*, ces rapprochements ne sont pas non plus négligeables, en particulier dans le cadre des développements actuels de la compétition internationale entre grandes puissances.

La comparaison de la France et du Canada démontre ainsi la force des caractéristiques accolées traditionnellement aux politiques étrangères et de défense des deux pays (que l'on se place en termes de culture stratégique ou de rôle²⁸). Même si les contraintes électorales ont fait évoluer l'engagement canadien, l'analyse démontre que cela n'a eu pour résultat que de restreindre les marges de manœuvre pour le gouvernement canadien, sans modifier fondamentalement sa politique favorable à Washington.

Les deux cas d'étude mettent enfin en exergue la question du processus de politisation des questions de défense et diplomatie. A priori, il est tentant de considérer que la menace terroriste et les attentats sont la cause de l'absence de politisation de l'engagement français contre Daech, en particulier lors de la campagne présidentielle de 2017. Le phénomène contraire ayant eu lieu lors de la campagne présidentielle de 2012 avec l'engagement français en Afghanistan, on constate ainsi une situation inverse aux deux dernières élections générales canadiennes. Une étude plus approfondie sur ces processus de mise à l'agenda comparant la France et le Canada constituerait ainsi une suite logique à ces premières recherches.

Références

BARLUET, Alain. 2015. « La France vote la poursuite de la guerre contre Daech en Irak ». *Le Figaro*, 13 janvier. www.lefigaro.fr/international/2015/01/13/01003-20150113ARTFIG00488-la-france-vote-la-poursuite-de-la-guerre-contre-Daech-en-irak.php

BERTHIAUME, Lee. 2021. "Canada's special forces involved in major assault on Islamic State in Iraq last month". *The Globe and Mail*, April 12 avril. www.theglobeandmail.com/canada/article-canadian-special-forces-supported-major-iraqi-military-assault-on-isil-2/

BORZILLO, Laurent. 2020. Les forces expéditionnaires bi/multinationales en Europe : analyse comparée des politiques d'alliance de la France et de

²⁸ Voir, notamment, MASSIE 2009, PELLETIER et MASSIE 2017 et BORZILLO 2020.

l'Allemagne (1991-2016). Thèse de doctorat, Université de Montréal / Université de Montpellier. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/25411>

BREWSTER, Murray. 2015. « Ottawa songe à prolonger la mission d'un an ». *La Presse*, 16 mars 2015. www.lapresse.ca/international/dossiers/le-groupe-etat-islamique/201503/16/01-4852687-ottawa-songe-a-prolonger-dun-an-la-mission-contre-lei.php

BREWSTER, Murray. 2016. "Canadian troops spending more time at front lines in Iraq as future of mission in unclear". *CBC News*, October 6.

BREWSTER, Murray. 2017. "Conservatives accuse Harjit Sajjan of lying about allies' reaction to CF-18 withdrawal". *CBC News*, 4 avril. <https://www.cbc.ca/news/politics/iraq-canada-troops-1.3794722>

CLARK, Campbell & CHASE, Steven. 2014. "Canada is 'willing to act'". *The Globe and Mail*, September 4. www.theglobeandmail.com/news/politics/globe-politics-insider/canada-is-willing-to-act-against-isis-but-what-that-means-is-unclear/article20342523/

CLARK, Campbell. 2020. "What does Canada want in the Middle East? A hard month of diplomacy has forced Trudeau to find out," *The Globe and Mail*, February 1: A12.

CLARKE, Harold D., Timothy B. GRAVELLE, Thomas J. SCOTTO, Marianne C. STEWART, Jason REIFLER. 2017. "Like father, like son: Justin Trudeau and valence voting in Canada's 2015 federal election." *PS: Political Science & Politics* 50 (3): 701-707.

CURRY, Bill & Steven CHASE. 2015. "Canada to send more military trainers to Iraq in battle against IS: Trudeau". *The Globe and Mail*, November 17. <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/canada-to-increase-number-of-military-trainers-in-iraq-trudeau/article27291475/>

DAGUZAN, Jean-François. 2017. « L'état islamique (DAESH) une menace militaire relative pour une menace politique majeure ». *Maghreb – Machrek* 233-234 (3-4) 19-37.

DE BONI, Marc. 2015. « Védrine veut s'allier à Assad contre Daech, comme «il a fallu s'allier avec Staline ». *Le Figaro*, 28 septembre. www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2015/09/28/25002-20150928ARTFIG00200-vedrine-veut-s-allier-a-assad-contre-Daech-comme-il-a-fallu-s-allier-avec-staline.php

Entretien avec un diplomate français le 24 juin 2021.

Entretien avec un diplomate français le 3 septembre 2021.

Entretien avec un diplomate français le 6 juillet 2021.

Entretien avec un officier général français le 18 juin 2021.

Entretien avec un officier général français le 19 juin 2021.

Entretien avec un officier général français le 7 juillet 2021.

FISHER, Matthew. 2015. “‘The Canadians are among our most important guys’: Peshmerga praise elite commandos in fight against ISIL”. *National Post*, April 28. <https://nationalpost.com/news/within-shouting-distance-of-isil-755418>

GIRARD, Renaud. 2015. « À quoi a servi la diabolisation de Bachar ? ». *Le Figaro*, 26 mai. www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/05/26/31002-20150526ARTFIG00174--quoi-a-servi-la-diabolisation-de-bachar.php

HALL, Chris. 2016. “‘Of course’ allies want Canada’s fighter jets to stay, says defence minister”. *CBC Radio*, January 16. <https://www.cbc.ca/radio/thehouse/when-dark-economic-clouds-overshadow-the-political-agenda-1.3403555/of-course-allies-want-canada-s-fighter-jets-to-stay-says-defence-minister-1.3403789>

HARPER, Stephen. 2014. Chambre des Communes du Canada, *Hansard* 122, 41^e Parlement, 2^e session.

HECKER, Marc. 2015. « Le jihad en Syrie et en Irak: un défi pour la France ». IFRI. <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/jihad-syrie-irak-un-defi-france>

JAUVERT, Vincent. 2014. « IRAK. La 3^e guerre de Hollande sera-t-elle celle de trop ? ». *L’Obs*, 18 septembre. <https://www.nouvelobs.com/monde/20140918.OBS9625/irak-la-3e-guerre-de-hollande-sera-t-elle-celle-de-trop.html>

L’Obs. 2014a. « IRAK. Hollande annonce ‘un véritable pont humanitaire’ pour les réfugiés ». 12 septembre. www.nouvelobs.com/monde/20140912.OBS9076/irak-hollande-annonce-un-veritable-pont-humanitaire-pour-les-refugies.html

L’Obs. 2014b. « Menaces du groupe EI : ‘Nous sommes en guerre’, estiment des éditorialistes ». 23 septembre.

<https://www.nouvelobs.com/societe/20140923.AFP6626/menaces-du-groupe-ei-nous-sommes-en-guerre-estiment-des-editorialistes.html#modal-msg>

L'Obs. 2014c. « Paris intensifie ses mesures de sécurité et son soutien à l'opposition syrienne ». 25 septembre. www.nouvelobs.com/politique/20140925.AFP6855/paris-intensifie-ses-mesures-de-securite-et-son-soutien-a-l-opposition-syrienne.html

L'Obs. 2015. « Frapper Daech en Syrie ? La droite dit oui, la gauche doute, Hollande y vient ». 7 septembre. <https://www.nouvelobs.com/monde/guerre-en-syrie/20150907.OBS5370/frapper-daech-en-syrie-la-droite-dit-oui-la-gauche-doute-hollande-y-vient.html>

LAGNEAU, Laurent. 2018. « Le chef du Pentagone révèle que les forces spéciales françaises ont été renforcées en Syrie ». *Opex360*, 26 avril. www.opex360.com/2018/04/26/chef-pentagone-revele-forces-speciales-francaises-ont-ete-renforcees-syrie/

LAGNEAU, Laurent. 2021. « Sahel : Le soutien logistique du groupement européen de forces spéciales Takuba sera assuré par une agence de l'Otan ». *Opex360*, 14 juin. www.opex360.com/2021/06/14/sahel-le-soutien-logistique-du-groupement-europeen-de-forces-speciales-takuba-sera-assure-par-une-agence-de-lotan/

LASSERRE, Isabelle. 2014. « La conférence de Paris s'engage à fournir une aide militaire à l'Irak ». *Le Figaro*, 14 septembre. <https://www.lefigaro.fr/international/2014/09/14/01003-20140914ARTFIG00157-la-conference-de-paris-en-quete-de-strategie-globale-contre-l-ei.php>

Le Figaro. 2014a. « François Hollande est arrivé en Irak ». 12 septembre. www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/09/12/97001-20140912FILWWW00218-francois-hollande-est-arrive-a-erbil-en-irak.php#:~:text=Parti%20de%20Bagdad%2C%20l%27avion,du%20gouvernement%20régional%20du%20Kurdistan

Le Figaro. 2014b. « Intervention en Irak : 'la sécurité nationale est en jeu' », prévient Valls ». 24 septembre. www.lefigaro.fr/politique/2014/09/24/01002-20140924ARTFIG00298-intervention-en-irak-la-securite-nationale-est-en-jeu-previent-valls.php

Le Figaro. 2015. « Les Français favorables à une intervention militaire en Syrie ». 6 septembre. <https://www.lefigaro.fr/international/2015/09/06/01003->

[20150906ARTFIG00015-les-francais-favorables-a-une-intervention-militaire-en-syrie.php](https://www.lesfranciscains.com/20150906ARTFIG00015-les-francais-favorables-a-une-intervention-militaire-en-syrie.php)

Le Figaro. 2018. « Syrie : le ministre américain de la Défense révèle que des soldats français ont été envoyés en renfort ». 26 avril. www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/04/26/97001-20180426FILWWW00303-syrie-des-soldats-francais-envoyes-en-renfort-mattis.php

Le Figaro. 2021. « La France prend le commandement maritime d'une task force américaine dans le Golfe ». 31 mars. www.lefigaro.fr/flash-actu/la-france-prend-le-commandement-maritime-d-une-task-force-americaine-dans-le-golfe-20210331

Le Point. 2014. « Valls défend l'intervention en Irak contre les jihadistes 'assassins' de l'EI ». 24 septembre. www.lepoint.fr/societe/valls-defend-l-intervention-en-irak-contre-les-jihadistes-assassins-de-l-ei-24-09-2014-1866317_23.php

LEVALLOIS, Agnès. 2016. « La politique étrangère de la France en Syrie ». *Esprit* 5 : 76-85.

Libération. 2015. « Le chef du Pentagone sur le Charles de Gaulle, une première ». 19 décembre. www.liberation.fr/planete/2015/12/19/le-chef-du-pentagone-sur-le-charles-de-gaulle-une-premiere_1421907/

MANSBRIDGE, Peter. 2015. "Andrew Doiron's colleagues held fire when Kurds turned guns on them". *CBC News*, March 12. <https://www.cbc.ca/news/politics/andrew-doiron-s-colleagues-held-fire-when-kurds-turned-guns-on-them-1.2993010>

MASSIE, Justin. 2009. "Making Sense of Canada's 'Irrational' International Security Policy: A Tale of Three Strategic Cultures." *International Journal* 64 (3): 625-35.

MASSIE, Justin. 2011. « Le Canada, la France et la transformation de l'Alliance atlantique : des politiques de sécurité internationale convergentes ». *Études internationales* 42 (1) : 25-46.

MASSIE, Justin & ZYLA, Benjamin. 2018. "Alliance Value and Status Enhancement: Canada's Disproportionate Military Burden Sharing in Afghanistan". *Politics & Policy* 46 (2): 320-344.

MASSIE, Justin, Stéphanie CHOUINARD et Louis-Benoît LAFONTAINE. 2021. « La politique étrangère et la 44^e élection générale au Canada ». *Points*

chauds, Réseau d'analyse stratégique, 17 septembre. <https://ras-nsa.ca/fr/publication/la-politique-etrangere-et-la-44e-election-generale-au-canada/>

MASSIE, Justin & Marco MUNIER (2022). "Being a Reliable Ally in a Politicized War: Canada's Fight Against ISIS." In *Middle Power in the Middle East: Canada's Foreign and Defence Policies in a Changing Region*, edited by Thomas Juneau & Bessma Momani, 31-46. Toronto: University of Toronto Press.

MERCHET, Jean-Dominique. 2014a. « François Hollande, stakhanoviste des interventions militaires ». *L'Opinion*, 17 septembre. <https://www.lopinion.fr/secret-defense/francois-hollande-stakhanoviste-des-interventions-militaires>

MERCHET, Jean-Dominique. 2014b. « Irak : pourquoi les frappes françaises restent-elles 'extrêmement modestes' ? ». *L'Opinion*, 8 octobre. www.lopinion.fr/blog/secret-defense/irak-pourquoi-frappes-francaises-restent-elles-extremement-modestes-17135

MERCHET, Jean-Dominique. 2015. « La Syrie, chemin de croix de la diplomatie française ». *L'Opinion*, 28 septembre. www.lopinion.fr/blog/secret-defense/syrie-chemin-croix-diplomatie-francaise-28538

MINISTÈRE DES ARMÉES. 2021a. « Opération Chammal ». Ministère des Armées (consulté le 6 août 2021). <https://www.defense.gouv.fr/operations/monde/grand-levant/chammal/dossier-de-reference/operation-chammal>

MINISTÈRE DES ARMÉES. 2021b. « CHAMMAL - Rencontre avec la POLAD de la mission NMI ». Ministère des Armées (consulté le 6 août 2021). www.defense.gouv.fr/operations/monde/grand-levant/chammal/breves/chammal-rencontre-avec-la-polad-de-la-mission-nmi

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD. 2021. « NATO - Topic: NATO Mission Iraq ». Organisation du traité de l'Atlantique Nord (consulté le 6 août 2021). https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_166936.htm

PANNIER, Alice et SCHMITT, Olivier. 2019. "To Fight Another Day: France between the Fight against Terrorism and Future Warfare." *International Affairs* 95 (4) : 897-916.

PELLETIER, Laura & MASSIE, Justin. 2017. "Role Conflict: Canada's Withdrawal from Combat Operations Against ISIL." *International Journal* 72 (3): 298-317

PELLETIER, Laura & MASSIE, Justin. 2019. « La guerre en élection : Dynamiques électorales de la participation du Canada à la guerre contre Daech ». Dans *Démocratie et politiques publiques*, dirigé par Jérôme Couture et Steve Jacob, 21-51. Québec, Presses de l'Université Laval.

PLUMMER, William. 2016. « Face à Daech, qui fait quoi dans la coalition... pour quels résultats ? » *Le Figaro*, 8 janvier. www.lefigaro.fr/international/2016/01/08/01003-20160108ARTFIG00011-face-a-Daech-qui-fait-quoi-pour-quels-resultats.php

REYNIÉ, Dominique (dir). 2019. *Les attentats islamistes dans le monde 1979-2019*. Paris : La Fondation pour l'innovation politique. <https://www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2019/>

SHURKIN, Michael et WILSON, Peter A. 2015. "France Is Replacing the UK as America's Top Ally in Europe". The RAND Blog, 30 mars. <https://www.rand.org/blog/2015/03/france-is-replacing-the-uk-as-americas-top-ally-in.html>

SMITH, Johana. 2017. "NATO formally joins coalition against ISIS". *Maclean's*, May 25. <https://www.macleans.ca/news/nato-formally-joins-coalition-against-isis/>

TANNOUS, Manon-Nour. 2017. « 'Tenir son rang' : la politique française à l'épreuve de la crise syrienne (2011-2015) ». *Critique internationale* 74 (1) : 117-136.

TANNOUS, Manon-Nour. 2018. « De l'utilité d'un changement d'approche de la guerre en Syrie ». *Les Champs de Mars* 30 (1) : 191-200.

VANDIER, Pierre. 2020. « L'Irak (Arromanches) ». Dans *Les opérations extérieures de la France*, dirigé par Julian Fernandez et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, 247-258. Paris : CNRS éditions.